



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 13 mai 2013
Numéro 335

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

La stabilité tributaire du mot d'ordre saoudien

An Nahar (proche du 14-Mars)

Baabda freinerait demain le gouvernement du fait accompli, et Berry espère juguler des «scénarios catastrophiques».

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Arabie saoudite: un gouvernement sans le Hezbollah

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Berry à Al Joumhouria: mercredi, un «Doha libanais»

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Damas et Ankara à couteaux tirés

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

Le gouvernement et les élections au test du bureau de la Chambre

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

La Turquie dévoile ses intentions et appelle à une intervention étrangère .

Damas rejette les accusations

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

La Turquie accuse le régime syrien d'essayer de l'entraîner dans un «piège confessionnel».

L'événement

La Turquie veut-elle torpiller la conférence sur la Syrie?

La Turquie a été rattrapée par le conflit syrien après le double attentat qui a fait, samedi, 46 morts et des dizaines de blessés dans la ville de Reyhanli, non loin de la frontière syrienne. Immédiatement accusée d'être responsable de ces explosions, la Syrie a fermement démenti. Selon le ministre syrien de l'Information, le gouvernement turc a transformé les régions frontalières en sanctuaire pour le terrorisme international. Selon Omrane al-Zohbi, Ankara facilite le trafic d'armes, d'explosifs, de voitures piégées, d'argent et de criminels à destination de la Syrie. Aussi, le gouvernement turc et son chef assument-ils, selon lui, une responsabilité directe, politique et morale, vis-à-vis des peuples turc et syrien. M. Zohbi a appelé au départ du Premier ministre turc Recep Tayyeb Erdogan, responsable, selon lui, des malheurs qui frappent la Syrie. Pour sa part, M. Erdogan a affirmé dimanche que le régime syrien tentait d'entraîner la Turquie dans un "scénario catastrophe". De son côté, son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a reproché à la communauté internationale son "silence". "La Turquie est en droit de prendre toutes les mesures qu'elle veut, et continuera à le faire", a assuré M. Davutoglu, invitant la communauté internationale à "dire stop" et à "adopter une position claire contre les provocations du régime de Damas qui alimentent le feu". Il a appelé à "une initiative diplomatique urgente pour trouver une solution à la crise syrienne". La Russie, par la bouche du chef de la commission des AE à la Douma, a affirmé que les accusations portées contre Damas "visent à faire échouer la conférence internationale sur la Syrie" convenue entre MM. John Kerry et Serguei Lavrov. Omrane al-Zohbi est allé dans le même sens. "Pourquoi ces attentats quelques jours avant la rencontre entre Erdogan et Obama? Lui (Erdogan) dont le pays est membre de l'Otan, veut-il inciter les Etats-Unis à une intervention en Syrie en lui disant que son pays est attaqué?". "Veut-il faire échouer les efforts entre les Russes et les Américains?", a-t-il dit.

La presse turque, notamment celle de l'opposition, s'est montrée dubitative à l'encontre des accusations contre la Syrie, et critique à l'égard de la politique de soutien à la rébellion syrienne. "La Turquie semble s'enfoncer dans le marécage syrien. Depuis des mois, elle est devenue partie prenante dans cette guerre civile en soutenant directement l'opposition", a estimé l'éditorialiste Can Dündar dans le quotidien Milliyet. "Le gouvernement aurait dû prévoir la réaction de Damas et prendre les mesures nécessaires pour protéger la population", a-t-il ajouté. Plus critique, Orhan Bursalı, du quotidien d'opposition Cumhuriyet estimait que "ce massacre est le produit des politiques belliqueuses du pouvoir" turc. Le chef de l'opposition sociale-démocrate, Kemal Kılıçdaroglu, a quant à lui appelé le gouvernement à "revoir sa politique étrangère".

Dans Zaman, proche du gouvernement, Abdülhamit Bilici a mis en garde: "Nous sommes engagés dans une guerre qui ne dit pas son nom avec une Syrie qui partage avec nous une frontière de 910 km. Nous pouvons à chaque instant être confrontés à des attaques encore pires."

A la recherche d'un rôle, la Turquie accueillera le 23 mai une réunion de la Coalition de l'opposition syrienne, qui discutera de la proposition russo-américaine de conférence internationale réunissant régime et opposition.

Al Akhbar

Des sources du Courant du futur indiquent que le chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, a réussi à convaincre le Premier ministre désigné de reporter la remise au président de la République la composition de son gouvernement que M. Tammam Salam devait communiquer demain au chef de l'Etat. Les mêmes sources ont indiqué que M. Joumblatt a exposé aux Saoudiens, notamment au chef des services de renseignements, le prince Bandar Ben Sultan, sa vision de la situation sensible que traverse le Liban et les pressions qu'il a subies de la part du président de la Chambre, Nabih Berry, et du Hezbollah. Mais les Saoudiens lui ont répondu comme à l'accoutumé: «Nous ne sommes pas concernés sur les détails. Il est demandé de former prochainement un gouvernement sur la base de deux conditions: pas de représentation directe du Hezbollah et pas de tiers de blocage au trio Michel Aoun-Nabih Berry-Hezbollah et ses alliés».

Al Raiï (Quotidien koweïtien)

Des sources dirigeantes du Hezbollah ont indiqué que la formation au Liban d'un gouvernement du fait accompli constitue aux yeux du 8-Mars une déclaration de guerre qu'il n'acceptera pas même si cela devait aboutir à transformer le Liban en Etat défaillant. Les mêmes sources ont ajouté que le gouvernement du fait accompli «est un choix saoudien, preuve en est les pressions exercées sur le député Walid Joumblatt, tandis que le président de la République, Michel Sleiman, satisfait les besoins de pays arabes et occidentaux pour riposter aux reculades de leurs forces en Syrie face à l'armée régulière syrienne».

Les mêmes sources indiquent que l'Arabie saoudite «essaye de prendre à nouveau le contrôle du Liban mais par la mauvaise porte, au lieu d'entrer par le milieu. Aussi, le président Nabih Berry, le général Michel Aoun, le Hezbollah et toutes les forces du 8-Mars font assumer au président Sleiman et à Walid Joumblatt la responsabilité de l'annonce d'un gouvernement du fait accompli». Les sources ajoutent qu'un tel gouvernement ne passera pas comme si de rien n'était. M. Berry avait informé le ministre Waël Abou Faour que le 8-Mars avait désigné M. Salam afin qu'il forme un gouvernement selon les rapports de force précédant et non pas pour que M. Joumblatt se retourne sur ses engagements. Les sources précitées indiquent que le gouvernement de Salam sera comme «un navire pris dans la tempête».

JSSNews (Site francohone israélien)

Le Budget du Ministère des Affaires étrangères pour 2013-2014, qui sera soumis à l'approbation du Cabinet cette semaine, a révélé qu'Israël a établi une mission diplomatique dans un état «sans nom», situé dans le Golfe Persique. C'est l'une des 11 nouvelles missions diplomatiques établies dans différents États à travers le monde depuis 2010. Les nouvelles missions diplomatiques sont les suivantes: ambassades en Nouvelle-Zélande, Ghana, Albanie, Turkménistan et ouverture d'une ambassade générale dans les Caraïbes. Des consulats ont été ouverts à Guangzhou (Chine), Munich (Allemagne) et São Paulo (Brésil). Une mission diplomatique dans les îles du Pacifique; et une représentation diplomatique dans le Golfe, dont l'état hôte n'a pas été révélé.

Les relations d'Israël avec les pays arabes du Golfe Persique sont marquées par les problèmes politiques et diplomatiques sensibles. Israël a l'habitude d'avoir des missions diplomatiques à Oman et au Qatar, mais les deux ont été fermées par les pays d'accueil après les opérations militaires israéliennes en 2000 et 2009. Selon Haaretz, des emails diplomatiques publiés par Wikileaks en 2010 ont révélé que les diplomates israéliens ont tenu des réunions avec des représentants de Bahreïn et des Émirats arabes unis.

Les pays du Golfe sont en grande partie musulmans sunnites et se méfient des ambitions militaires et nucléaires de l'Iran chiite.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, leader du Courant patriotique libre

“Je met en garde les responsables de former un gouvernement de fait accompli. Un gouvernement imposé constitue une violation de la Constitution et des lois en vigueur. J'invite le Premier ministre désigné à faire preuve de sagesse, surtout durant la période délicate que traverse le Liban. Des informations font état de l'annonce de la formation du gouvernement, lundi ou mardi. Nous ne discutons pas du nombre des ministres, 14 ou 24. Mais gare au glissement dans l'erreur. Nous restons attachés au vote du projet électoral orthodoxe lors de la séance parlementaire prévue le 15 mai. Mais je n'écarte pas la possibilité de la chute de ce projet si certaines parties manquent à leurs engagements.

Robert Gates, ancien secrétaire US à la Défense

“J'ai pensé que c'était une erreur d'intervenir en Libye, et je pense que c'est une erreur d'intervenir en Syrie, même si nous étions intervenus de manière plus significative il y a un an ou six mois. Nous surestimons notre capacité à en prévoir l'issue. La prudence, notamment en ce qui concerne l'armement de ces groupes et l'engagement militaire américain, est la règle. Si quelqu'un dit 'ça va être propre, ça va être net, on peut établir des zones de sécurité et ce sera juste super' Eh bien, la plupart des guerres ne se passent pas comme ça (...) Quitter l'Afghanistan tel quel en 2014 et l'abandonner comme l'ont fait les soviétiques serait une erreur désastreuse.

Pas de retrait des Européens de la Finul

Le vice-président de la Finul au Liban, Milos Strugar, a démenti les informations sur l'intention de pays européens de retirer leurs forces du sud du Liban dans l'hypothèse ou le gouvernement libanais ne garantit pas la sécurité de ces contingents. En réponse à une question adressée par l'Agence nationale d'information, M. Strugar a affirmé que les soldats européens opérant dans le cadre de la Finul ont consenti beaucoup de sacrifices en faveur de la paix au Sud et que leurs pays sont toujours engagés à leur participation à la délégation. "Nous n'avons reçu aucun signe de la part de ces pays montrant leur intention de retirer leurs forces de la Finul contrairement aux nouvelles diffusées par les médias" a-t-il souligné.

Otages: de retour de Damas, Ibrahim optimiste

Le directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, s'est rendu dimanche à Damas dans le cadre des efforts déployés pour la libération des otages libanais enlevés depuis bientôt un an en Syrie. A son retour, il a indiqué que les autorités syriennes avaient fait preuve de coopération et étaient disposées à examiner positivement ce dossier. Les ravisseurs des neuf otages réclament la libération de 371 syriennes détenues par les autorités syriennes.

La Syrie libère 3 Libanais

L'Agence nationale d'information (Ani, officielle) a rapporté que trois Libanais détenus par les autorités syriennes ont été relâchés dimanche et remis à l'armée libanaise au poste-frontière de Masnaa.

AFP (Agence France-Presse)

Les chefs des Eglises chrétiennes de Jérusalem ont dénoncé dimanche la "punition brutale" infligée par la police israélienne à des prêtres et des pèlerins au cours des célébrations du "feu sacré", pendant la récente Pâque orthodoxe, au Saint-Sépulcre à Jérusalem. "Nous, chefs des Eglises à Jérusalem avons assisté le cœur lourd aux scènes terribles du traitement brutal de notre clergé, de notre peuple et de nos pèlerins dans la Vieille ville de Jérusalem pendant le Samedi Saint", déplorent les patriarches orthodoxes et catholiques dans un communiqué. "Un jour de joie et de célébrations a été transformé en un jour de grand chagrin et de peine pour certains de nos fidèles qui ont été maltraités par des policiers israéliens présents autour des portes de la Vieille ville et des ruelles qui mènent au Saint-Sépulcre", regrette le communiqué. "Il est inacceptable que sous prétexte de sécurité et de maintien de l'ordre, nos prêtres et nos ouailles soient battus brutalement et sans discernement, et qu'on les empêche d'entrer dans leurs églises, leurs monastères et leurs couvents", affirment les prélats.

Le ministère israélien des Affaires étrangères avait dû présenter des excuses officielles à l'Égypte à la suite de violences policières contre trois diplomates égyptiens mais aussi un prêtre copte brutalisé le samedi 4 mai en marge de la cérémonie du "feu sacré" à la basilique du Saint-Sépulcre, le site de la crucifixion du Christ, de sa mise au tombeau et de sa résurrection, selon les Évangiles. Moment fort du christianisme oriental, ce rite millénaire --symbole d'éternité, de paix et de renouveau-- a été suivi dans une église comme chaque année bondée, prise d'assaut par les pèlerins, en majorité d'Europe de l'Est mais aussi de la communauté arabe orthodoxe de Terre sainte.

Des incidents similaires se sont répétés ces dernières années au moment de Pâques dans la Vieille ville, située à Jérusalem-Est occupée et annexée par Israël. Dans leur communiqué, les chefs des Églises chrétiennes de Jérusalem, dont le patriarche orthodoxe grec Théophilos III et le patriarche latin (catholique romain) Mgr Fouad Twal, appellent le ministère israélien de l'Intérieur et la police de Jérusalem à "examiner sérieusement nos plaintes et à condamner tous les actes de violence contre nos fidèles et le clergé".

La majorité des chrétiens de Terre sainte est de rite grec-orthodoxe.

Ria Novosti (Agence de presse russe)

Le ministre russe de la Défense a annoncé qu'il fallait créer en Méditerranée un groupe de navires de guerre afin d'assurer en permanence la protection des intérêts russes dans cette région. "Il faut créer un nouveau département pour le groupement opérationnel de la Marine qui défendra les intérêts nationaux de la Russie dans la région de la Méditerranée et garantira la présence permanente de navires russes dans ce secteur", a indiqué le ministre lors d'une réunion élargie du collège du ministère de la Défense.

The Guardian (Quotidien britannique)

Mona Mahmoud et Ian Black, spécialistes du Moyen-Orient

Le principal groupe d'opposition armée syrien, l'Armée syrienne libre (ASL), perd des combattants qui désertent au profit du Front al-Nosra lié à al-Qaïda. Le groupe extrémiste n'a cessé de croître ces derniers mois et beaucoup pensent que cela est principalement en raison des combattants sunnites étrangers, radicalisés par l'insurrection après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, qui auraient traversé la frontière pour rejoindre les militants luttant contre les partisans chiites du président Bachar al-Assad. Mais plus récemment, de nombreux combattants de l'ASL se joignent au Front al-Nosra en raison d'un manque d'armes et de munitions. Selon un commandant de brigade de l'ASL, quelques 3000 hommes ont déserté au cours des derniers mois et une autre estimation indique que l'Armée syrienne libre rebelle a perdu un quart de ses combattants.